

Unité Départementale du Morbihan

LORIENT, le 03/05/2022

34, rue Jules LEGRAND  
56 100 LORIENT

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/04/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **JOSSO**

ZI de Bolin  
56460 VAL D OUST

Références : JPLP/PD/E/2022-125

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/04/2022 dans l'établissement JOSSO implanté ZI de Bolin 56460 VAL D OUST. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- JOSSO
- ZI de Bolin 56460 VAL D OUST
- Code AIOT dans GUN : 0005502008
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société JOSSO exploite une unité de fabrication de palettes bois et réalise également de la vente de bois scié et de produits dérivés de l'activité de travail du bois (écorces, sciures, plaquettes). Le volume de stockage total est de 21 000 m<sup>3</sup> et la puissance des machines installée de 5 303 kW. Le site faisait l'objet d'un arrêté préfectoral du 24 février 2014 pour les rubriques 2410 et 1532.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 05/10/2020

#### **2) Constats**

##### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de

l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
APMD	AP de Mise en Demeure du 05/10/2020, article 1er	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a fait réaliser les travaux nécessaires afin de respecter les prescriptions faisant l'objet de la mise en demeure du 5 octobre 2020.

## 2-4) Fiches de constats

### Nom du point de contrôle : APMD

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 05/10/2020, article 1er
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets acqueux
<b>Prescription contrôlée :</b> La société JOSSO dont le siège social est situé Parc Zone Industrielle de Bolin - 56460 Val d'Oust, pour l'exploitation d'une scierie, est mise en demeure de respecter dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions suivantes de l'arrêté préfectoral du 24 février 2014 : <ul style="list-style-type: none"><li>• article 4.3.8 « valeurs limites d'émission des eaux pluviales et des eaux de lavage »,</li><li>• article 2.1.1 « objectifs généraux »,</li><li>• article 4.3.6 « caractéristiques générales de l'ensemble des rejets ».</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant a fait réaliser, en septembre 2021, un plan topographique visant à identifier les différents réseaux (AEP, eaux pluviales, eaux usées...). Ce plan a permis de projeter les travaux de récupération des eaux pluviales de l'ensemble du site avec la création d'un fossé périphérique, d'un bassin de 350 m3 compartimenté et d'un bassin de 750 m3 situé en amont du bassin existant.  L'inspection a pu constater, le jour de la visite, que les travaux étaient aboutis. Les eaux pluviales sont correctement collectées et dirigées vers les bassins de décantation.  Au regard de ce constat, l'inspection considère que l'exploitant respecte l'article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 5 octobre 2020.
<b>Observations :</b> Sans observation
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet